



La directive européenne sur le salaire minimum est un bâton sous forme de carotte

L'Union européenne a édicté de nouvelles règles qui fixent des salaires minima "adéquats". Présentée comme une "réforme sociale", la nouvelle directive sur les salaires minima met en danger le système des négociations des conventions collectives dans les pays où il continue à être en vigueur.

Les Etats membres où les salaires sont fixés à travers des négociations d'accords collectifs doivent faire des pas vers la fixation d'un salaire minimum obligatoire, si moins de 80% des travailleurs et des employés sont couverts par le système des conventions collectives.

Dans la majorité des Etats d'Europe, une législation nationale sur le salaire minimum existe déjà. En Espagne et dans d'autres pays, cela n'a pas garanti aux travailleurs non couverts par une convention collective un salaire adéquat ou un niveau de vie décent. A l'inverse, le salaire minimum est généralement considéré comme un salaire "plafond" plutôt qu'un salaire plancher.

Les salaires minima fixés par la loi et par l'Autorité Européenne du Travail ⁽¹⁾ qui impose les "normes de travail" décidées par l'UE, ne sont qu'une attaque camouflée contre les travailleurs d'Europe, leurs syndicats et le système des conventions collectives.

Un mouvement syndical fort, ayant une conscience de classe, est essentiel pour lutter contre les réductions des salaires et des pensions, pour défendre les postes de travail, lutter contre l'allongement de la durée quotidienne du travail et contre le travail précaire.

Le revenu réel recule jour après jour. Tout en menant leurs politiques agressives pour la guerre, les classes dominantes demandent aux travailleurs d'Europe de se préparer à de nouveaux "sacrifices". C'est "le prix que nous devons payer" pour la guerre en Ukraine, comme l'a dit Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan. Les travailleurs russes entendent les mêmes mensonges "patriotiques" de la part des agresseurs de Moscou. Plus de dépenses militaires provoquent de l'inflation et elles sont financées par des coupes sombres dans les budgets sociaux.

Aujourd'hui, les travailleurs d'Europe luttent pour survivre, du fait de l'inflation galopante et de la montée des prix de l'énergie et de la nourriture, les obligeant à choisir entre se nourrir ou se chauffer, durant les prochains mois d'hiver. Les sanctions, la guerre et le militarisme aggravent la situation dans tous les domaines.

Dans cette situation, le salaire minimum imposé par l'Etat, qui est toujours en-dessous du taux d'inflation, ne fait qu'aider les capitalistes à faire plus de profits et fait payer à la classe ouvrière la guerre impérialiste en Ukraine et celles qui se préparent.

¹ L'autorité européenne du travail est une agence de l'UE [spécialisée dans le domaine du travail transfrontalier](#)

Refusons de payer pour la crise économique qui pointe, que les politiques de guerre et la course aux armements attisent, menaçant de nous détruire, nous et nos pays. Il est temps de rompre avec le système de profit maximum qui conduit l'humanité au désastre.

Aucune législation substantielle de l'UE n'a été en faveur de la classe ouvrière en Europe. Le concept néolibéral du marché du travail européen, où les travailleurs sont obligés de se concurrencer les uns les autres, dans leur pays et ailleurs, pour diminuer "librement" le prix de la force de travail, porte gravement atteinte aux intérêts de la classe ouvrière et va à l'encontre de syndicats puissants. En général, les salaires minimum obligatoires ne vont pas mettre un terme à la course vers le bas, mais au contraire l'accélérer.

Les temps difficiles exigent un combat plus déterminé et plus large, pour défendre les intérêts politiques et économiques des travailleurs. Seules des organisations fortes et indépendantes de classe, le combat et la solidarité internationale peuvent garantir aux travailleurs un revenu au-dessus du niveau de pauvreté et ouvrir des perspectives pour un avenir meilleur, en mettant un terme au système de travail salarié.

Partis et organisations marxistes léninistes d'Europe, membres de la CIPOML
Octobre 2022